À quelles conditions une charte est-elle efficace ?

What are the conditions for an efficient charter?

Emmanuelle Danblon

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aad/769>

DOI : 10.4000/aad.769

ISSN : 1565-8961

Éditeur

Université de Tel-Aviv

Référence électronique

Emmanuelle Danblon, « À quelles conditions une charte est-elle efficace ? », *Argumentation et Analyse du Discours* [En ligne], 4 | 2010, mis en ligne le 15 avril 2010, consulté le 10 octobre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aad/769> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aad.769>

Ce document a été généré automatiquement le 10 octobre 2020.

Argumentation & analyse du discours est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International.

À quelles conditions une charte est-elle efficace ?

What are the conditions for an efficient charter?

Emmanuelle Danblon

1. Introduction

- 1 La perspective que je me propose d'adopter dans cet article repose sur les hypothèses développées dans le travail en préparation d'Emmanuel de Jonge sur *Les droits de l'homme en discours. Topique et rhétorique des matrices de la modernité*. Dans un premier temps, on retiendra l'idée qu'il faut considérer les grandes chartes et déclarations de la modernité, en particulier celles qui ont trait aux droits de l'homme, comme les matrices d'autant de paradigmes de pensée pour les sociétés. Cela implique que ces chartes représentent un analogue en version écrite de ce que l'on trouve dans les grands mythes au fondement des sociétés traditionnelles. Chaque société y puisera autant de matières à raisonner, à fonder les principes de ce qui lui paraît être une société juste ou de la façon dont les hommes sont supposés interagir entre eux, mais aussi des raisons idéologiques autant qu'historiques qui ont présidé à la décision de (re)fonder une société. Toute charte s'adresse en outre à un auditoire donné, c'est-à-dire à l'ensemble des individus qui sont visés par le monde commun que l'on s'apprête à (re)fonder¹.
- 2 C'est cet aspect des choses qui retiendra particulièrement mon attention. Chaque société détermine les limites de ce qui est pour elle un monde commun. Or, depuis la déclaration universelle des droits de l'homme proclamée à l'Organisation des Nations Unies en 1948 (désormais DUDH), ce monde commun est proclamé universel. Cela pose deux questions essentielles dont je propose d'analyser les conséquences sous l'angle de la rhétorique.
- 3 La première touche à la désignation des individus et des principes qui composent ce monde commun. Les réflexions qu'on va lire s'attacheront dans un premier temps à clarifier le statut pragmatique et cognitif des différentes fonctions et principes

contenus dans cette charte, afin d'en apprécier l'efficacité rhétorique. Ceci nous permettra, je l'espère, de commencer à répondre, d'un point de vue rhétorique et pragmatique, à la question liminaire : « À quelles conditions une charte est-elle efficace ? ».

- 4 La seconde conséquence touche à la question de savoir s'il n'y a pas lieu d'étendre l'ensemble des êtres qui sont visés par ce monde commun, dès le moment où celui-ci est entré dans la sphère de l'universalité. C'est très précisément la question qui est posée dans le débat qui touche aux droits des animaux, lequel se fonde sur une charte, manifestement calquée sur la DUDH. L'analyse de ce cas particulier nous permettra de jauger l'efficacité d'une autre charte à l'aune des critères que nous aurons établis pour la DUDH.

2. La déclaration comme genre discursif

- 5 Nous reprendrons tout d'abord les grandes lignes de la description d'une charte, sous l'angle rhétorique. Il n'est pas question ici de reprendre à nouveaux frais le vaste débat qui touche à la notion de genre en rhétorique, de son actualité, voire de sa pertinence. Je me contenterai d'affirmer sans me justifier longuement que le classement de certains types de discours en genres est pertinent au moins dans la mesure où il permet d'associer des fonctions linguistiques à des fonctions institutionnelles (pour une première discussion voir Danblon 2005 : 183-198)². Selon cette perspective, il convient, pour déterminer si un type de discours a le statut de genre à part entière, de voir s'il répond à une fonction propre dans la vie publique, et cela, au moyen d'outils rhétorico-pragmatiques qui présentent une certaine stabilité.
- 6 Partons ainsi du postulat que la déclaration est un genre de discours dont la fonction est de (re)fonder un monde commun qui concerne une communauté donnée, à laquelle s'adresse la déclaration. En outre, elle présente généralement³ trois parties :
- Une partie narrative et/ou argumentative qui confère une légitimité à l'acte de déclaration : le préambule,
 - une partie qui (re)fonde le monde commun par un acte de langage performatif : la proclamation,
 - une partie qui énonce l'ensemble des règles et principes auxquels sont soumis les individus qui forment le nouveau monde commun : les articles.
- 7 Nous allons à présent rapidement décrire chacune de ces parties pour la DUDH⁴.

2.1. Le préambule de la DUDH

- 8 Pour étayer mon propos, je me contenterai de reproduire les passages les plus pertinents de la DUDH (dont le lecteur trouvera l'intégralité au site suivant : <http://www.un.org/fr/documents/udhr>). Commençons par le préambule :

Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde.

Considérant que la méconnaissance et le mépris des droits de l'homme ont conduit à des actes de barbarie qui révoltent la conscience de l'humanité et que l'avènement d'un monde où les êtres humains seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme.

Considérant qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression.

Considérant qu'il est essentiel d'encourager le développement de relations amicales entre nations.

Considérant que dans la Charte les peuples des Nations Unies ont proclamé à nouveau leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité des droits des hommes et des femmes, et qu'ils se sont déclarés résolus à favoriser le progrès social et à instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande.

Considérant que les Etats Membres se sont engagés à assurer, en coopération avec l'Organisation des Nations Unies, le respect universel et effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Considérant qu'une conception commune de ces droits et libertés est de la plus haute importance pour remplir pleinement cet engagement.

- 9 Chaque paragraphe du préambule est introduit par le connecteur « considérant que ». Celui-ci exprime tantôt une justification à caractère juridique, tantôt le rappel d'un événement (ceci est le cas, en particulier, dans le deuxième paragraphe). On retrouve d'ailleurs les deux acceptions, narrative et argumentative, dans le verbe « considérer ». Celui-ci qui peut en effet donner lieu à une lecture plus narrative (« faire attention à ») ou à une lecture plus argumentative (« tenir compte de »)⁵. Quoi qu'il en soit, l'ensemble de ces paragraphes forme le « préambule », c'est-à-dire ce qui précède le corps de la déclaration elle-même. Selon le *Trésor de la Langue Française*, le préambule est « Ce dont on fait précéder un texte légal ou officiel (charte, ordonnance, acte législatif) et où l'on expose les motifs et l'objet du texte ». Cette première observation permet de souligner l'une des spécificités de la charte en tant que *genre* : tour à tour narrative et argumentative, elle expose les bonnes raisons de décider la proclamation d'un nouveau monde commun en même temps qu'elle raconte les événements qui ont présidé à cette décision⁶.

2.2. La proclamation dans la DUDH

- 10 Voici à présent l'extrait de la DUDH qui énonce l'acte de proclamation :

L'Assemblée Générale proclame la présente Déclaration universelle des droits de l'homme comme l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations afin que tous les individus et tous les organes de la société, ayant cette Déclaration constamment à l'esprit, s'efforcent, par l'enseignement et l'éducation, de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer, par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives, tant parmi les populations des Etats Membres eux-mêmes que parmi celles des territoires placés sous leur juridiction.

- 11 On repère dans cette proclamation tous les éléments qui composent, selon la formule de John Searle (1995) la création d'une réalité sociale : « X est compté comme un Y dans C ». Chez Searle, le « X » désigne l'entité à laquelle va être assignée une fonction sociale, le « Y » désigne la fonction sociale assignée, et le « C », enfin, désigne le contexte d'énonciation qui autorise la légitimité de l'assignation. D'une façon remarquable, on observe ici que le contexte de la proclamation des droits de l'homme confère un caractère à la fois actif et animé au garant de l'assignation de fonction. Dans la formule searlienne, le « C » occupe la fonction de contexte passif d'une assignation de fonction, ce que relaye d'ailleurs la formule passive « est compté comme ». Mais ici, c'est « L'Assemblée Générale » — personnifiée par les deux majuscules — qui représente le

contexte à la fois actif et animé dans lequel l'assignation de fonction se produit *hic et nunc* par un acte de langage performatif, de sorte que la formule searlienne, transformée à la voie active s'instancie dans la DUDH de la façon suivante : « L'Assemblée Générale (C) *proclame* la présente Déclaration (X) comme l'idéal commun à atteindre (Y). »

- 12 Ainsi, l'assignation de la fonction « droits de l'homme » à un ensemble de principes (ceux qui sont énoncés dans les 30 articles que composent le corps de la DUDH) est proclamée par une assemblée qui se donne le statut et la légitimité de créer un nouveau monde commun. Ainsi personnifiée, l'Assemblée générale peut devenir l'instance énonciatrice de la déclaration. Or, ce nouveau monde commun est à la fois assumé comme un idéal, c'est-à-dire, comme au moins en partie non actuel, mais aussi comme une projection qu'il « convient de » réaliser, ce qu'exprime la formule déontique « à atteindre ». La grande complexité pragmatique de cette formule témoigne de la complexité cognitive de la fonction rhétorique dévolue à la proclamation d'un nouveau monde commun. Celle-ci, en effet, s'appuie sur la capacité d'hommes réunis en assemblée à utiliser des conventions tout en donnant à ces conventions le statut d'un monde possible.
- 13 Il s'agit là d'un mécanisme propre à l'expression de l'utopie que l'on va tenter de décrire plus spécifiquement. Une telle description nous sera ensuite utile pour analyser la façon dont sont désignés les individus concernés par le monde commun de la DUDH.

2.3. Le statut des croyances dans la DUDH

- 14 Il y a ainsi, on vient de le voir, un nouveau monde commun, créé par l'assignation de la fonction « idéal commun à atteindre » au monde dans lequel évoluent les hommes ici et maintenant. Mais quel statut donner à cette fonction ?
- 15 Comme j'ai tenté de le montrer dans un travail antérieur (Danblon 2004), on peut considérer la fiction en droit comme une sous-espèce de la convention. Même si la charte n'appartient pas au genre judiciaire, elle est souvent reconnue comme contenant au moins un esprit juridique. Il n'est donc pas étonnant qu'une partie des critères rhétoriques et pragmatiques de l'espace juridique se retrouve ici. Nous pouvons ainsi décrire les règles et les principes assignés aux entités qui composent ce nouveau monde commun en nous inspirant de la création d'un espace de jeu, dans lequel les protagonistes et les principes se définissent en fonction de leur statut conventionnel ou fictionnel.
- 16 Dans l'article de 2004, j'avais fait remarquer que la fiction en droit peut résonner dans le chef des protagonistes comme une mascarade ou comme un arbitraire que ne viendrait relayer aucune réalité empirique. La même accusation est d'ailleurs couramment portée à l'encontre de la DUDH qui ne serait finalement qu'un mensonge ou qu'une façade au regard des dures réalités.
- 17 Comme on va le voir, il y a dans la DUDH, les deux niveaux de conventions (à savoir, la convention elle-même et la fiction proprement dite) que l'on trouve dans la fiction juridique, auxquels il convient d'ajouter encore un troisième niveau. Il va sans dire que cette construction présente un degré de complexité qui constitue en même temps le lieu même dans lequel les critiques viendront s'engouffrer lors des débats touchant à la légitimité et à la portée d'un tel texte.

2.3.1. Les croyances conventionnelles

- 18 Nous avons déjà décrit en détail le premier niveau de convention à propos de la proclamation elle-même. Celui-ci se laisse assez facilement décrire par la formule searlienne : « X est compté comme un Y dans C ». Dans l'espace de jeu ainsi créé, le monde commun déclaré est compté comme le monde réel, par convention⁷. Ces conventions sont monnaie courante dans la vie sociale et sont utilisées la plupart du temps par les usagers sans que cela ne pose aucun problème cognitif. Mais il semblerait que plus la convention engage d'actions sociales et politiques dont les conséquences sont sensibles pour les usagers, plus le malaise peut apparaître et faire l'objet de critiques visant à dénoncer la convention comme une mascarade. C'est sans doute pourquoi, souvent, l'usage de ces conventions est relayé par un module que je propose de qualifier de fictionnel, en m'inspirant des travaux de Jean-Marie Schaeffer (2000 ; 2002).

2.3.2. Les croyances fictionnelles

- 19 Schaeffer (2002) décrit clairement la fonction cognitive des fictions :
- La fiction n'est pas tant une *image* du monde réel qu'une exemplification virtuelle d'un être-dans-le-monde possible : ses limites ne sont pas celles, thématiques, des mondes représentables, mais celles, constituantes, de la représentabilité des mondes (quels qu'ils soient) [c'est l'auteur qui souligne].
- 20 De même pour la rhétorique, on utilise souvent un module fictionnel dans les cours de justice lorsqu'on fait intervenir un moment épideictique pour faciliter l'adhésion du public à une sentence judiciaire (la vérité judiciaire est une convention⁸) qui, sans cela, pourrait apparaître trop aride ou trop technique. C'est le cas aussi, dans la charte elle-même, qui, à l'occasion, fera « comme si » le monde commun déclaré conventionnellement était appelé par une sorte d'évidence éthique universelle.
- 21 C'est ce que l'on peut trouver dans le premier paragraphe du préambule de la DUDH :
- Considérant* que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde.
- 22 En effet, les termes « inhérente », « membres de la famille humaine », « inaliénable », et « fondement » désignent sans équivoque une réalité censée exister avant la déclaration et ainsi en fournir la véritable légitimité. Ainsi, les rédacteurs de la charte firent « comme si » les droits de l'homme étaient d'origine naturelle, et partant, « comme si » ces droits étaient indiscutables, alors même qu'ils font dans le même temps l'objet d'une convention collectivement assumée comme telle. On retrouve là la fonction bien connue des discours épideictiques qui, par l'intervention d'une fiction rhétorique, mime une évidence en « comme-si » qui contribuera à augmenter l'adhésion de l'auditoire⁹.
- 23 Il reste que dans ce cas-ci, autant que dans la plupart des textes juridiques, le lien avec la réalité empirique est exigé jusqu'au cœur de la construction. C'est bien ce qu'exprime Jeanne Favret-Saada (2010) à propos de ce qu'elle nomme un paradoxe :
- C'est là un grand paradoxe : les droits des individus leur sont reconnus par des lois internationales qui sont censées pouvoir sanctionner pour non respect l'Etat même qui a adopté ces lois. Inutile de dire que ce paradoxe entraîne une grande fragilité des droits humains. Leur force réside uniquement dans le fait que les sociétés

politiques s'accordent sur l'idée que quelque chose pré-existe à la loi (les droits inaliénables des personnes humaines).

- 24 De quelle nature est cet accord ? Quel statut a cette idée ? Notons au passage que l'usage de la fiction utilise des mécanismes assez proches de ceux de la convention. Dans un cas, on décide de compter comme, dans l'autre, on décide de faire « comme si ». Mais dans les deux cas, la fonction rhétorico-pragmatique ne peut être opérationnelle que si les usagers sont au moins en partie conscients de la construction qu'ils ont sous les yeux, en même temps qu'ils ne renoncent pas à un lien entre cette fiction assumée et le monde réel. Mais, pour ces mêmes raisons, la fiction épideictique (faire « comme si ») pourra présenter le même écueil que la convention pragmatique (compter comme) : elle pourra encourir la critique selon laquelle, tout compte fait, elle ne rencontre pas la réalité empirique. On voit ainsi apparaître dans la charte un troisième niveau de croyance, que je propose de qualifier de motivationnelle.

2.3.3. Les croyances motivationnelles

- 25 J'emprunte le terme de « croyance motivationnelle » à Fabrice Clément (2006) qui propose une description très féconde de certains mécanismes liés à la construction des croyances en général. De nombreux auteurs ont déjà décrit ces mécanismes (Elster 1986, 2002 ; Livet 2002) qui consistent à articuler des croyances à des désirs : dans certaines situations, le désir qu'une réalité soit le cas peut pousser l'individu à croire que cette réalité est effectivement le cas ou, tout au moins, qu'elle sera le cas. Il me semble que c'est exactement ce que l'on peut observer dans la DUDH, et cela à plusieurs niveaux.
- 26 Nous pouvons d'ailleurs supposer que le phénomène de la croyance motivationnelle est caractéristique des mécanismes cognitifs liés à l'utopie. C'est en tout cas la vision qui ressort de la conception de Schaeffer (2002) :
- D'une certaine façon, les allongements du traitement inférentiel de l'information rendues possibles par l'univers fictionnel sont autant d'expériences virtuelles. Comme toutes les autres formes de l'imaginaire, les expériences virtuelles des univers fictionnels sont susceptibles de remplir de multiples fonctions. Parmi ces fonctions, il faut le rappeler une dernière fois, la fonction cognitive est, contrairement à ce que soutenait Platon, une des plus importantes. Les modèles fictionnels sont en effet susceptibles de nous détourner de boucles réactionnelles courtes intempestives, de nous amener à suspendre notre jugement, à peser des évaluations axiologiques, à simuler des réactions affectives ou des engagements pulsionnels sans que ces expérimentations ne soient directement sanctionnées par le réel, et ainsi de suite. Mais ils peuvent aussi nous permettre à [sic] opposer un contremodèle, un monde alternatif, à la réalité instituée, comme c'est le cas dans les fictions utopiques.
- 27 Dans la DUDH, on trouvera le premier témoin linguistique de l'expression d'une croyance motivationnelle dans l'expression « idéal commun à atteindre ». Le monde commun déclaré par les hommes réunis en assemblée est dans le même temps identifié comme un projet concret, à réaliser. Il y a donc, derrière cette croyance motivationnelle, à la fois un désir de réalisation et un jugement éthique quant au fait qu'un tel monde doit advenir.
- 28 Nous venons de voir au sein de la DUDH une construction à trois niveaux de croyances (conventionnelles, fictionnelles, motivationnelles). Une telle construction est sans doute à l'origine du fait que, dans la charte, s'imbriquent des actes de langage assertifs

(à fonction descriptive) et directifs (à fonction déontique). Si tous les énoncés semblent intervenir sur le même plan de la réalité, une lecture plus attentive montre qu'ils répondent apparemment aux trois fonctions cognitives qui viennent d'être décrites (assigner des fonctions, faire « comme si » et représenter l'utopie) toutes trois nécessaires au difficile exercice de la déclaration d'un nouveau monde commun qui soit propice à emporter l'adhésion d'un auditoire. Voyons à présent comment cette triple construction se met en œuvre dans la désignation des individus visés par le monde commun proclamé dans la DUDH.

3. Le statut des individus dans la DUDH

- 29 Dans la DUDH, l'ensemble des occurrences qui désignent la personne, soit en tant qu'individu, soit en tant que membre d'une collectivité, se distribue dans les différentes parties qui composent la charte (préambule, proclamation, articles). Or, d'une façon remarquable, les différentes occurrences de termes qui désignent la personne dans la DUDH utilisent les trois mêmes niveaux de croyance que le monde commun dans lequel elles évoluent et que nous venons de décrire : un niveau conventionnel, un niveau fictionnel, un niveau motivationnel. Cette section aura pour but de montrer comment ces trois niveaux de croyances s'articulent pour désigner la personne humaine, sans que, apparemment, elles n'entrent en contradiction entre elles au point de produire un texte qui référerait à une réalité indécidable dès lors qu'elle serait simultanément réelle et utopique, naturelle et conventionnelle. À l'inverse, l'analyse des débats portant sur les droits de l'homme montre que tout lecteur potentiel de la DUDH a la capacité intuitive d'interpréter de façon intelligente¹⁰ ces différents niveaux de croyance.
- 30 Tout d'abord, si l'Assemblée Générale prend la peine de proclamer un ensemble de droits —et de devoirs—, cela implique que ces mêmes droits doivent faire l'objet d'une adoption par convention collective : on n'a pas à proclamer ce qui est donné de fait. On pourrait alors penser que la majorité des occurrences de termes qui désignent la personne humaine dans la DUDH auront un statut conventionnel, assignant la fonction de citoyen (le Y de la formule searlienne) aux individus de chair et d'os qui composent l'humanité (le X, chez Searle). Or, comme on va rapidement s'en apercevoir, il n'en est rien, même si cette délicate question n'est pas passée inaperçue aux yeux des nombreux commentateurs de cette charte, comme c'est le cas, nous venons de le voir, à propos de la création du monde commun lui-même. Voici un exemple frappant des difficultés cognitives auxquelles donnent lieu le statut des individus visés dans la charte :

Une question de fond concerne le concept même d'« homme » ou d'« humain » dans les expressions de « droits de l'homme » ou de « droits humains ».

Je me référerai d'abord à Durkheim, qui place ce qu'il appelle le « culte de la personne humaine » comme seul ciment éthique, qui peut « désormais¹¹ » permettre aux sociétés de lutter contre la barbarie. Dans divers textes, il aborde l'éthique issue de la Déclaration de 1789 en termes d'une « sacralisation » de la personne humaine, affirmation énergique des « droits de l'individu ». Mais, ajoute-t-il, la dignité qui lui est conférée ne vient pas « de ces caractères individuels, des particularités qui le distinguent d'autrui ». C'est le respect, dans l'individu « de l'homme en tant qu'homme, de ce qu'il a en lui, en tant que « quelque chose de l'humanité ». [...] C'est « l'humanité » qui est respectable en lui. Dans cette perspective, le sujet est requis dans son rapport à ce culte « dont il est à la fois

l'objet et l'agent », de respecter l'autre sujet comme sujet individuel abstrait dans une identification à l'homme en soi. (Filloux 2006 : 66-67)

- 31 Ce passage exprime bien, à travers les réflexions de Durkheim pour les droits de l'homme et du citoyen de 1789, que Filloux étend à la DUDH, que la question du statut de l'homme dans ces textes engage plusieurs niveaux de croyance. On l'observe en particulier dans les expressions « l'homme en tant qu'homme », « en tant que « quelque chose de l'humanité » », « culte », « homme en soi ». La réflexion de Jeanne Favret-Saada commentée plus haut à propos de la légitimité du monde commun créé par la DUDH est du même ordre. Si l'on a parfois des difficultés à formuler une justification par un principe juridique, on retrouve systématiquement un appel à des catégories éthiques censées puiser leur légitimité dans ce qui touche aux racines mêmes de l'homme¹².
- 32 La réflexion philosophique de Filloux doit ainsi passer par une clarification des différents statuts de la notion de personne. Dans notre perspective rhétorique et pragmatique, nous reprendrons la description de ces différents statuts selon les trois niveaux décrits plus haut.

3.1. Le statut conventionnel des individus visés dans la DUDH

- 33 Concentrons-nous tout d'abord sur le statut conventionnel des désignations de l'individu. Deux passages du préambule vont particulièrement retenir notre attention pour cette description. Dans le premier cas, une convention s'articule à une expression explicite de l'utopie :
- [...] et que l'avènement d'un monde où les *êtres humains* seront libres de parler et de croire, libérés de la terreur et de la misère, a été proclamé comme la plus haute aspiration de l'homme.
- 34 Dans cette expression, on reconnaît assez facilement que l'occurrence de l'expression « êtres humains » désigne des individus dont le statut conventionnel est entièrement assumé par le verbe « proclamer ». Les « êtres humains » auxquels il est référé sont ceux qui évoluent dans l'espace conventionnel créé par la proclamation. Cette désignation conventionnelle de la personne humaine est soulignée par la deuxième occurrence : « comme la plus haute aspiration de l'homme ». La présence du « comme » est un indice syntaxique très net du fait que l'espace conventionnel créé par proclamation est bien une assignation de fonction au sens de Searle. En même temps, on prend immédiatement conscience que l'expression ne désigne pas une convention à caractère arbitraire mais y inscrit d'emblée une motivation, ce qu'exprime l'expression « la plus haute aspiration ». Dans cet exemple, on voit comment une désignation conventionnelle de la personne humaine s'articule élégamment à une réalité dont le statut à la fois imaginaire et désiré correspond précisément à la description de l'utopie proposée par Schaeffer.
- 35 Voici un second exemple dans lequel l'expression d'une réalité conventionnelle s'articule élégamment, ici, à une réalité naturelle:
- Considérant qu'il est essentiel que les droits de l'homme soient protégés par un régime de droit pour que l'homme ne soit pas contraint, en suprême recours, à la révolte contre la tyrannie et l'oppression.
- 36 Ici, la première occurrence de « homme » relève de la convention à laquelle réfère l'expression « droits de l'homme » alors que, dans le même énoncé, la seconde

occurrence du terme « homme » désigne la personne réelle¹³, celle qui pourrait effectivement se révolter si les droits qui ont été proclamés pour son bénéfice n'étaient pas respectés. Mais on voit aussi que le droit exceptionnel à la révolte dont il est question ici relie directement la personne humaine à l'espace conventionnel dans lequel il est considéré en tant qu'il est muni de droits. En termes searliens, on dira que l'espace conventionnel (le C) permet de faire interagir la personne humaine comme réalité naturelle (deuxième occurrence de « homme », instanciée par X) avec l'individu en tant qu'il est muni de droits (première occurrence de « homme », instanciée par Y).

- 37 Ces deux exemples de désignation conventionnelle de la personne humaine nous montrent d'emblée que ce plan de la réalité, dans la DUDH, n'est dissociable ni de son analogue naturel, ni de son écho à la fois imaginaire et désiré, caractéristique de l'utopie.

3.2. Le statut fictionnel des individus visés dans la DUDH

- 38 J'entendrai ici par statut fictionnel des individus les occurrences qui visent précisément à faire « comme si » les droits de l'homme étaient motivés par la nature des choses. On a dit que ce procédé bien connu dans le genre épictique apparaît couramment dans les chartes, ce qui en fait un genre particulièrement complexe du point de vue rhétorique¹⁴. Comme nous l'avions déjà remarqué plus haut, l'extrait suivant du préambule est particulièrement riche en références à une réalité fictionnelle :

Considérant que la reconnaissance de la dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et de leurs droits égaux et inaliénables constitue le fondement de la liberté, de la justice et de la paix dans le monde.

- 39 Dans le cadre des désignations de la notion de personne, nous nous pencherons sur l'expression « tous les membres de la famille humaine ». Dans ce contexte, le terme « famille » désigne une réalité fictionnelle. Il s'agit plus précisément d'une métaphore permettant de faire écho au terme de « fraternité » qui apparaît dans l'article 1, lequel retiendra notre attention plus loin¹⁵. Comme toute métaphore, elle joue simultanément sur la puissance heuristique de l'image évoquée et sur l'effet de réalité qu'elle provoque. Ici, le choix de la métaphore est d'autant plus crucial que la notion de famille est, par ailleurs dans la charte, tenue pour une entité éminemment naturelle¹⁶. Ainsi, le caractère « naturel » d'un groupe humain, ici la famille, sert d'argument pour lui voir octroyer une série de droits. Ce qui sera pris à la lettre lorsqu'on parlera de la famille nucléaire est réutilisé de façon métaphorique pour les membres de la famille humaine. On pourrait objecter que, aux yeux des rédacteurs, ce que recouvre cette expression n'a rien de fictionnel mais doit bel et bien être pris à la lettre. Cet argument pourrait d'ailleurs militer en faveur du fait qu'il s'agirait ici de l'expression littérale de la catégorie éthique des principes qui préexisteraient à toute loi.
- 40 Trois arguments me paraissent aller contre cette objection et, en conséquence, militer pour une lecture fictionnelle de l'expression « tous les membres de la famille humaine ». Le premier est historique. Les événements récents que les rédacteurs de la charte avaient vécus ont constitué une expérience radicalement inverse de celle de la fraternité¹⁷. C'est d'ailleurs, on le sait, ces événements qui ont été l'une des motivations essentielles pour rédiger et ensuite proclamer la DUDH. Le deuxième argument est rhétorique : l'article 1 auquel nous nous intéresserons dans un instant stipule que les êtres humains doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité, ce qui

suppose bien que la fraternité entre eux n'est pas naturelle : elle n'est pas une donnée. C'est d'ailleurs en cela que la fraternité a pu représenter une valeur dans l'esprit des droits de l'homme, au même titre que la liberté et l'égalité. Or une valeur n'est jamais une donnée, sans cela, elle ne donnerait lieu à aucune émotion et ne saurait en aucun cas être un levier pour l'action¹⁸. Le troisième argument touche à la genèse de rédaction de la Charte. En effet, dans la version datée du 21 mai 1948¹⁹ proposée par le comité de rédaction, on trouve un premier état de l'article 1 : « Tous les hommes naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués par la nature de raison et de conscience et doivent se comporter les uns envers les autres comme des frères ».

- 41 Nous ne commenterons pas ici le retrait, dans la version finale, du syntagme « par la nature ». Ce qui va retenir notre attention sera le remplacement de l'expression « comme des frères » par « dans un esprit de fraternité ». La première version me paraît exprimer trop directement la comparaison avec la famille nucléaire et, en conséquence, souligner trop brutalement l'absence de liens de fraternité réels entre les hommes. La deuxième version a, quant à elle, le mérite d'insister sur le caractère métaphorique de la fraternité, au point de la rendre explicite par l'expression du terme « esprit »²⁰.
- 42 Ce troisième argument a en outre le mérite de montrer que la rédaction de cette charte fut un travail minutieux, dans lequel les intuitions linguistiques des différents rédacteurs ont été d'un précieux apport. Le résultat nous montre que l'utilisation de croyances fictionnelles peut remplir des fonctions cognitives directement utiles pour la vie sociale et politique, et cela, comme le rappelle encore Schaeffer, contrairement à l'opinion tenace de Platon et de certains détracteurs de la DUDH, platoniciens sans le savoir.

3.3. Le statut motivationnel des individus visés dans la DUDH

- 43 Concentrons-nous, enfin, sur l'expression de croyances que j'ai proposé de qualifier de « motivationnelles » à la suite de Fabrice Clément. En voici un exemple frappant, extrait de l'article 1 de la DUDH, le plus connu :
- Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils sont doués de raison et de conscience et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité
- 44 Il va sans dire que le premier énoncé, dans sa lecture littérale, est faux. Cet état de fait, évident à l'observation de la scène politique internationale, sert d'ailleurs souvent d'argument aux détracteurs des droits de l'homme. Il ne peut pas non plus s'agir d'un énoncé fictionnel à fonction épictétique, précisément parce qu'il est manifestement très éloigné de la réalité²¹. Un énoncé en « comme si » dans un tel contexte, ne pourrait qu'être interprété dans une lecture ironique dont le but serait de dénoncer les inégalités criantes entre les hommes, un peu comme si l'on entreprenait de faire l'éloge des qualités de douceur et d'empathie des plus grands tortionnaires. Or on a bien l'intuition que ce n'est pas là l'esprit qui a présidé à la rédaction de cet article. Si l'on trouve une dimension émotionnelle dans cet énoncé, c'est précisément parce qu'il est motivé par un sentiment à la fois éthique et politique. Il s'agit bien de l'expression d'une croyance motivationnelle : ni littérale, ni en « comme si » mais désirée pour des raisons éthiques. Ainsi, on pourrait gloser l'article 1 de la DUDH par le raisonnement suivant, présenté sous forme de syllogisme :

Prémisse Majeure : « Les hommes devraient/doivent naître libres et égaux en dignité et en droit »

Prémisse mineure : or, « Les hommes ne laissent ni libres ni égaux en dignité et en droit »

Conclusion : donc, « Il faut que les hommes naissent libres et égaux en dignité et en droit ».

- 45 Dans ce raisonnement, on voit comment s'articulent les trois plans de réalité : la réalité actuelle (exprimée dans la mineure), la réalité désirée (exprimée dans la majeure), la réalité que l'on a décidé d'actualiser (exprimée dans la conclusion). L'article 1 exprime par un simple acte de langage assertif cette construction complexe, mêlant trois rapports différents au réel qui correspond bien au mécanisme de l'utopie.
- 46 Cette description est d'ailleurs relayée par les deux plans de réalité articulés dans le second énoncé : « Ils sont doués de raison et de conscience » réfère à la réalité actuelle, alors que la suite de l'énoncé : « et doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité » exprime une obligation. On peut comprendre cette seconde partie de l'énoncé comme la proposition concrète de réalisation de l'utopie décrite, elle, dans la première partie de l'énoncé. Le fait que les hommes soient « doués de raison et de conscience » fournit ici un argument en faveur d'une conclusion : la décision proclamée d'atteindre un monde non actuel mais désiré, celui où les hommes naîtraient « libres et égaux en dignité et en droits ».
- 47 L'expression linguistique des croyances motivationnelles correspondrait ainsi à un besoin de mettre en mots une aspiration à l'utopie, laquelle est ici décrite, à la suite de Jean-Marie Schaeffer, sous l'angle de sa fonction cognitive. Or, au plan rhétorique, il semblerait que ce besoin trouve à s'alimenter dans une fonction spécifique des discours qui consiste à exprimer, tantôt sur le mode descriptif, tantôt sur le mode déontique, une conception éthico-déterministe du monde, c'est-à-dire une conception du monde dans laquelle la réalité correspondrait aux aspirations des hommes²².
- 48 On aura repéré aussi, au cours de cette description, que la charte, comme genre de discours, a la particularité, commune avec le genre judiciaire, de créer un espace de jeu ainsi que de prévoir, au sein de cet espace ainsi créé, des règles de comportements à destination de ses utilisateurs. Pour l'espace de jeu, comme pour les individus qui l'utilisent, trois niveaux de croyances et donc de réalité ont été nécessaires à la description.

4. Le cas du droit des animaux

- 49 Passons à présent à la dernière partie de cet article qui nous permettra d'observer l'utilisation de la topique des droits de l'homme pour une cause particulière : celle du droit des animaux. Nous verrons tout d'abord comment la topique issue de la DUDH est utilisée pour la rédaction d'une charte proclamant un droit pour les animaux. Nous tenterons d'évaluer l'efficacité rhétorico-pragmatique de cette charte en fonction des critères retenus lors de la description de la DUDH.

4.1. L'intertexte de la DUDH dans la charte pour le droit des animaux

- 50 Nous allons dans un premier temps voir comment la topique contenue dans la DUDH sert de modèle à la charte pour le droit des animaux. Gardons à l'esprit la description

qui a été proposée plus haut du préambule de la DUDH afin de pouvoir la comparer à celui de la charte pour le droit des animaux, que voici²³ :

Considérant que la Vie est une, tous les êtres vivants ayant une origine commune et s'étant différenciés au cours de l'évolution des espèces,
 Considérant que tout être vivant possède des droits naturels et que tout animal doté d'un système nerveux possède des droits particuliers,
 Considérant que le mépris, voire la simple méconnaissance de ces droits naturels provoquent de graves atteintes à la Nature et conduisent l'homme à commettre des crimes envers les animaux,
 Considérant que la coexistence des espèces dans le monde implique la reconnaissance par l'espèce humaine du droit à l'existence des autres espèces animales,
 Considérant que le respect des animaux par l'homme est inséparable du respect des hommes entre eux, il est proclamé ce qui suit.

- 51 Comparons à présent les aspects principaux de ce préambule à ce que nous avons analysé de celui de la DUDH.

4.1.1. La dimension narrative

- 52 Premièrement, dans la DUDH, nous avons remarqué une articulation des fonctions narrative et argumentative autour du connecteur « considérant que ». Or, le même connecteur semble ici essentiellement utilisé dans sa lecture argumentative et non narrative²⁴. Ce constat est directement lié au fait que les propositions introduites par « considérant que » sont toutes des vérités atemporelles. Aucune ne décrit un événement particulier dont l'évocation viendrait motiver la fondation d'un nouveau monde commun, comme c'est le cas dans la DUDH. Il est presque incongru de souligner que, de fait, les animaux ne disposent pas de représentation d'un événement commun qui leur servirait de motivation à une quelconque proclamation. De ce fait, les motivations de la charte apparaissent comme uniquement argumentatives, c'est-à-dire comme des justifications à caractère (pré)-juridique et privent tout lecteur potentiel de l'émotion collective inévitablement liée à l'évocation d'un événement vécu ensemble. L'effet immédiat de l'expression de ce préambule est qu'il ressemble davantage aux attendus d'un procès, qui introduisent une sentence, qu'aux conditions réunies par les hommes avant la proclamation performative d'un nouveau monde commun.

4.1.2. La dimension épictique

- 53 Deuxièmement, le préambule de la charte du droit des animaux ne semble pas comporter d'expression de croyance fictionnelle. En d'autres termes, tout y est pris à la lettre. En particulier, il est remarquable que l'expression « origine commune » apparaisse dans une séquence argumentative qui vient affirmer l'appartenance des hommes et des animaux à une catégorie commune d'êtres vivants. L'expression « origine commune » évoque la notion implicite d'arbre généalogique et donc de famille et devient, à ce titre, un argument - basé sur la théorie évolutionniste - pour mener à la conclusion d'un devoir de la part des hommes envers les animaux. Encore une fois, la dimension argumentative prend le pas sur la dimension épictique, imaginaire et utopique que nous avons repérée dans la DUDH.

4.1.3. La fondation d'un monde commun

- 54 La fondation d'un nouveau monde commun, visée essentielle d'une charte, ne bénéficie donc ni d'un événement marquant que la communauté pourrait évoquer, ni d'une émotion collective à laquelle la communauté pourrait puiser son désir de concorde, son *homonoïa*, cette émotion collective que les Grecs voyaient aux fondements de toute concorde sociale. Mais il y a plus. On remarque en effet que la symétrie que sous-tend la proclamation d'un monde commun universel est ici rompue. Cela est particulièrement manifeste dans les trois dernières propositions introduites par « considérant que » qui dénoncent les maltraitances des hommes envers les animaux et revendiquent une reconnaissance, dans le chef des humains, d'un droit pour les animaux. Le « monde commun » appelé de leurs vœux par les rédacteurs de la charte se fonde sur une seule émotion : la culpabilité. Or celle-ci, comme d'ailleurs l'ensemble du préambule, ne s'adresse qu'aux hommes qui, pourtant, ne forment qu'une partie du futur monde commun, en cours de proclamation. Ainsi, l'asymétrie se manifeste à deux niveaux. D'abord, seuls les hommes sont les destinataires de la charte ce qui empêche de projeter un auditoire universel auquel s'adresserait les principes du nouveau monde commun. Ensuite, les principes sont énoncés en termes de devoirs et de responsabilité pour les hommes. Ils sont énoncés en termes de droits pour les animaux, que ne viendrait relayer aucun devoir. Il s'agit d'une conséquence directe du point précédent, dès lors qu'ils ne sont pas les destinataires de la charte, ni de fait, ni même de droit²⁵. Nous reviendrons dans un instant à la culpabilité comme *pathos* spécifique à la topique de la DUDH. Contentons-nous de souligner, dans le cadre de la description du monde commun désiré par la présente charte que ce *pathos* est ici rigidifié dans une distribution essentialisée des rôles de bourreaux (les hommes) et de victimes (les animaux). Même si les choses ne sont pas si simples dans la réalité des débats²⁶, il convient de noter qu'une telle essentialisation n'est en principe pas prévue dans le texte de la DUDH. Ici, elle semble bel et bien gravée dans le marbre.

4.1.4. Un intertexte iconique

- 55 Enfin, on prend conscience que l'intertexte de la DUDH est très puissant jusque dans la transposition de certains termes clés mais qu'il est transféré en quelque sorte sur un mode iconique vers une cause qui ignore tout de l'incarnation émotive de la DUDH. Je pense en particulier aux termes de « mépris » et de « méconnaissance » qui s'appliquent, dans la DUDH, au noyau émotionnel du préambule, qui évoque la barbarie nazie devenue le repoussoir paradigmatique de la grande majorité des débats qui utilisent directement cette topique. Il faut pourtant noter que cette utilisation iconique d'un lexique directement calqué de la DUDH, s'il contribue peut-être à l'échec relatif de la charte des animaux à remplir la fonction institutionnelle visée, témoigne simultanément d'une habitude rhétorique désormais courante dans les débats contemporains²⁷.
- 56 On peut ainsi conclure que le préambule de la charte sur le droit des animaux ne rencontre pas certains critères essentiels que l'on a pu décrire lors de l'analyse de la DUDH, qui semblent nécessaires à remplir la fonction rhétorico-pragmatique de ce genre de discours : la création d'un monde commun. Nous avons vu qu'il n'y a ici ni séquence narrative, ni séquence épictique. Le préambule est entièrement argumentatif.

- 57 Nous avons vu en outre que la tentative de construction du monde commun se fait uniquement sur la base de descriptions du monde tel qu'il est. On n'a relevé aucune croyance conventionnelle, ni fictionnelle, ni motivationnelle. Le problème de l'asymétrie dans l'adresse à l'auditoire a encore pour conséquence que le contexte « C » censé légitimer la proclamation n'est pas clairement défini. Cela se marque très clairement par la formulation, à la voix passive de la formule performative : « Il est proclamé ce qui suit ». Cela provoque l'effet inverse de celui qui avait été noté dans l'analyse du performatif de la DUDH, où l'Assemblée Générale représentait, pour le contexte C, une entité à la fois active et animée, condition sans doute nécessaire à la bonne réussite de tout performatif. La formulation passive émane donc peut-être davantage du malaise consécutif à définir clairement le contexte « C », censé garantir la création d'un nouveau monde commun, plutôt que de nommer une assemblée qui aurait pu activement proclamer la création d'un nouveau monde commun. Il n'y a donc pas de réelle légitimité conférée à l'instance énonciatrice, conséquence sans doute d'une absence de légitimité politique reconnue²⁸.
- 58 Il n'y a donc, techniquement, aucune création de réalité sociale au sens de Searle. Il semble bien que la charte pour le droit des animaux échoue à remplir sa fonction institutionnelle, selon des critères à la fois pragmatiques et rhétoriques.

5. Conclusion

- 59 Finalement, notre analyse de la DUDH nous donne à voir un édifice à trois niveaux de construction : le premier, conventionnel et relevant de la pragmatique, le second, fictionnel et relevant de la rhétorique, le troisième, motivationnel, capable de projeter le monde commun vers une utopie, et relevant, en définitive, de la politique. Il semble que l'efficacité d'un tel texte, dans sa visée à créer un nouveau monde commun, capable de se donner comme une matrice de lieux communs auxquels les individus vont se référer, une telle efficacité, résidera finalement dans la capacité collective de créer l'espace d'un jeu sérieux dont l'ultime référence reste la réalité elle-même. Mais il reste que ce monde commun doit prévoir une symétrie entre tous les protagonistes potentiels, au risque de conduire à une impasse, comme cela semble être le cas dans la charte proclamant le droit des animaux.
- 60 Enfin, on se souviendra que dans cette charte l'absence d'émotion collective de type épideictique, est remplacée par un *pathos* de la culpabilité, qui résonne comme la mauvaise conscience de l'humanité si représentative du *pathos* hérité de la topique de la DUDH. Sommes-nous entrés dans une nouvelle ère pour la rhétorique où il est désormais plus attendu de blâmer que de louer ? L'avenir nous le dira.

BIBLIOGRAPHIE

Angenot, Marc. 2009. *Dialogue de Sourds* (Paris : Mille et une nuit)

- Clément, Fabrice. 2006. *Les mécanismes de la crédulité* (Genève & Paris : Droz)
- Boltanski, Luc. 1993. *La souffrance à distance. Morale humanitaire, médias et politique* (Paris : Métailié)
- Danblon, Emmanuelle. 2004. « Rhétorique de la chose jugée », dans Amossy, R., et Koren, R., *Argumentation et prise de position dans le discours*, Semen, 17 (Besançon : Presses Universitaires de Franche Comté) pp. 99-109
- Danblon, Emmanuelle. 2005. *La fonction persuasive. Anthropologie du discours rhétorique : origines et actualité* (Paris : Colin)
- Danblon, Emmanuelle. 2007. « Stratégies de la rationalité discursive face à la représentation de l'extrême », Rinn, Michaël (éd.), *L'extrême dans la littérature contemporaine. Le corpus de la Shoah en question, Tangence*, 83 (Trois-Rivières : Université du Québec) pp. 45-68
- Danblon, Emmanuelle, de Jonge, Emmanuel, Kissina, Ekaterina et Nicolas, Loïc (éds). 2008. *Argumentation et narration* (Bruxelles : Editions de l'Université de Bruxelles)
- De Jonge, Emmanuel. En préparation. *Les droits de l'homme en discours. Topique et rhétorique des matrices de la modernité* (Thèse de doctorat : Université Libre de Bruxelles, dir. E. Danblon)
- Dessalles, Jean-Louis. 2008. *La pertinence et ses origines cognitives. Nouvelles théories* (Paris : Lavoisier)
- Elster, Jon. 1986. *Le laboureur et ses enfants. Deux essais sur les limites de la rationalité*, traduction par Abel Gerschenfeld (Paris : Minuit)
- Elster, Jon. 2002. *Proverbes, maximes, émotions*, traduction de Pierre Livet (Paris : Presses Universitaires de France)
- Favret-Saada, Jeanne. 2010. *Jeux d'ombres sur la scène de l'ONU. Droits humains et laïcité* (Paris : Editions de l'Olivier)
- Filloux, Jean-Claude. 2006. « Un cheminement vers l'Universalité des Droits de l'Homme : illusion ou éducation possible ? », *Imaginaire et inconscient* 17, *Peut-on vivre sans illusion ?*, (Paris : Presses Universitaires de France), pp. 65-77.
- Ginzburg, Carlo. 1989. *Mythe, emblèmes, traces. Morphologie et histoire* (Paris : Flammarion)
- Livet, Pierre. 2002. *Emotions et rationalité morale* (Paris : Presses Universitaires de France).
- Rabatel, Alain. 2009. *Homo Narrans. Pour une analyse énonciative et interactionnelle du récit* (Limoges : Lucas)
- Schaeffer, Jean-Marie. 2000. *Adieu à l'esthétique* (Paris : Presses Universitaires de France).
- Schaeffer, Jean-Marie. 2002. « De l'imagination à la fiction » (<http://www.vox-poetica.org/t/fiction.htm>)
- Searle, John. 2005. *La construction de la réalité sociale* (Paris : Gallimard)
- Victorri, Bernard. 2002. « Homo Narrans : le rôle de la narration dans l'émergence du langage ». *Langages* 146, pp. 112-125

NOTES

1. Pour une réflexion de fond sur cette question, voir Corroyer & Susana, dans le présent volume.

2. Le relatif « échec » de la charte sur le droit des animaux peut d'ailleurs trouver sa source, on le verra, dans un échec de l'association entre des fonctions rhétorico-pragmatiques et un rôle institutionnel.
3. C'est au moins le cas des trois grandes chartes qui fournissent les matrices de la modernité : la déclaration d'indépendance américaine de 1776, la déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 et la DUDH. C'est le cas aussi de la charte pour le droit des animaux analysée plus bas.
4. Pour une description de détail de l'ensemble de ces caractéristiques, je renvoie à la thèse d'Emmanuel de Jonge. Je me limiterai ici à souligner les caractéristiques rhétorico-pragmatiques de la DUDH qui seront utiles pour la suite de mon propos.
5. Pour une réflexion de fond sur les liens entre narration et argumentation en rhétorique, voir Danblon et al. (2008).
6. Sur la dimension narrative en général et ses fonctions dans la vie sociale, y compris d'un point de vue évolutionniste, on consultera avec profit Rabatel (2009), Dessalles (2008), Victorri (2002).
7. L'argent, les ambassades ou les mariages sont autant de conventions d'usage courant ou un fait X est compté comme un fait Y, par convention.
8. Comme le dit l'adage juridique latin : « *res iudicata pro veritate habetur* », « la chose jugée est tenue pour vraie » où l'on reconnaît presque littéralement la formule searlienne de création d'un fait social : « X est compté comme un Y dans C (ici implicite) ».
9. Les choses sont ici extrêmement résumées et dans la réalité ne sont pas si simples. Il est ainsi possible que l'auditoire se sente manipulé par un passage épideictique dont le caractère évidemment fictionnel peut être à l'origine d'une certaine méfiance. Il reste que l'épideictique ne saurait se confondre systématiquement avec une intention manipulatoire, au risque de condamner, sur un mode platonicien, tout usage de figure rhétorique au motif qu'elle serait mensongère. On pourra d'ailleurs objecter que, dans le cas qui nous occupe, l'entité « tous les membres de la famille humaine » représente une réalité bien réelle et non pas fictionnelle.
10. Il va sans dire que cette forme d'intelligence ne relève pas du calcul inférentiel mais bien d'une capacité interprétative acquise sans doute beaucoup plus anciennement dans l'émergence de la rationalité. Il s'agit de la forme d'intelligence que l'on trouve dans toute aptitude à interpréter des signes, que Carlo Ginzburg (1989) a décrit comme un paradigme indiciaire. Elle relève de ce que les linguistes appellent l'intuition des locuteurs.
11. Durkheim, cité par Filloux, fait bien sûr ici allusion à la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789, en particulier, au passage suivant du préambule : « afin que les réclamations des citoyens, fondées désormais sur des principes simples et incontestables, tournent toujours au maintien de la Constitution, et au bonheur de tous. ». Pour une analyse précise de ce connecteur, voir Chateauraynaud et Doury, dans le présent volume.
12. On retrouve cette revendication du caractère indiscutablement légitime de certains grands principes dans les « lois non écrites » dont se réclame Antigone contre son oncle Créon. La construction perelmanienne de la notion d'Auditoire Universel, censé faire appel à la « conscience de tous les hommes » relève bien de la même catégorie. Cette proximité simultanée avec l'atemporel et l'universel explique sans doute en partie le caractère très proche du genre épideictique de certains passages de la charte. Dans les deux cas, on suppose un monde commun, évident, dans lequel les principes ne s'argumentent pas.
13. Il faut bien sûr comprendre ici le déterminant « l' » dans son emploi générique, dont l'extension vise « tous les hommes ».
14. Je réserve les occurrences motivationnelles de désignation de la personne pour l'examen de la réalité imaginaire relevant de l'utopie.
15. Un tel choix nous paraît d'autant plus crucial qu'il fera l'objet d'un intertexte important servant d'argument essentiel pour la charte sur le droit des animaux, comme nous le verrons plus loin.

16. Comme en témoigne le § 3 de l'article 16 : « La famille est l'élément naturel et fondamental de la société et a droit à la protection de la société et de l'Etat. »
17. Rappelons au passage que l'expérience récente est désignée, toujours dans le préambule, par l'expression « actes de barbarie », ce qui ajoute encore à la difficulté d'établir des catégories étanches entre fictionnel et non fictionnel, l'expression *barbare* ayant au moins une connotation, issue de l'héritage grec, de « non humain ».
18. Sur la description des valeurs comme mélange de croyances et de désirs, voir encore Clément (2006).
19. Merci à Emmanuel de Jonge d'avoir porté à ma connaissance l'ensemble de ces brouillons et discussions dont la lecture permet d'éclairer de nombreux points concernant l'esprit de la DUDH, utiles à la description de la topique qu'elle a pu produire.
20. La *fraternité* était d'ailleurs reconnue comme une valeur depuis la Révolution française. Il n'est nul besoin de rappeler une fois encore que la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789 constitue un solide intertexte à la DUDH.
21. Même si les éloges de l'épidictique utilisent des images en « comme si » qui idéalisent la réalité, ils n'auraient aucune efficacité s'ils portaient d'une image radicalement trompeuse.
22. Pour un développement spécifique sur la conception éthico-déterministe du monde et son expression rhétorique, voir Danblon (2007).
23. On trouvera la reproduction complète de ce texte à l'adresse <http://www.moz-redaction.com/Zoothérapie/Charte.htm>.
24. Ce constat me paraît encore renforcé si l'on compare à la version anglaise de la charte qui utilise « considering » dans le cas des animaux mais utilise « whereas » pour la DUDH, ce dernier connecteur étant plus fortement narratif.
25. On pourrait élargir le débat en proposant de rapprocher cette question de l'asymétrie à la charte proclamant les droits de l'enfant, elle aussi inspirée de la DUDH. Ce n'est pas le lieu d'entrer dans le débat mais le critère de l'asymétrie dans ce cas me paraît en partie caduc puisque chaque enfant étant un adulte en devenir, il se trouve être l'auditoire potentiel d'une charte dont, dans un premier temps il est seulement bénéficiaire. La projection dans le futur me semble, dans ce cas, rétablir la symétrie nécessaire à l'Auditoire Universel.
26. Sur toutes ces questions, on lira avec intérêt Boltanski (1993).
27. À titre d'exemple, le slogan « CRSS SS » ou la plus récente expression « Sarko Nazo » fonctionne exactement sur ce calque iconique du cœur émotionnel de la DUDH.
28. Voici ce qu'on peut lire à propos du contexte historique de sa proclamation : « La Déclaration Universelle des Droits de l'animal a été proclamée solennellement le 15 octobre 1978 à la Maison de l'UNESCO à Paris. Elle constitue une prise de position philosophique sur les rapports qui doivent désormais s'instaurer entre l'espèce humaine et les autres espèces animales. Son texte révisé par la Ligue Internationale des Droits de l'Animal en 1989, a été rendu public en 1990 » (http://www.oaba.fr/html/Droits_de_lanimal/Droits_de_lanimal.htm).

RÉSUMÉS

Dans cet article, on soutient que la déclaration des droits de l'homme constitue un genre rhétorique dont les conditions d'efficacité peuvent s'analyser à trois niveaux : les conventions, les fictions et les motivations. Sa visée est la création d'un monde commun. On montre à travers

l'exemple de la déclaration pour le droit des animaux comment une charte échoue à réaliser cette visée.

In this paper, it is argued that the Declaration of Human Right is a rhetorical genre that is efficient if three conditions are fulfilled: the expression of conventions, of fictions and of motivations. The aim of such a genre is to create a common world. It is shown with the Declaration for Animals' Rights how such a charter can fail to achieve this purpose.

INDEX

Keywords : convention, efficiency, fiction, motivation, rhetorical genre

Mots-clés : convention, efficacité, fiction, genre rhétorique, motivation

AUTEUR

EMMANUELLE DANBLON

FNRS – ULB, GRAL